

Robert Fossaert, économiste  
(février 1979)

# “Les frontières du socialisme”

Un document produit en version numérique par Robert Fossaert,  
Économiste marxiste  
Courriel: [robert.fossaert@wanadoo.fr](mailto:robert.fossaert@wanadoo.fr)

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"  
Fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi.  
Site web: [http://www.uqac.ca/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales](http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales)

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi  
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par M. Robert Fossaert, économiste marxiste, à partir de :

## Robert Fossaert (février 1979)

### “Les frontières du socialisme”

Un article publié dans la revue *Dialectiques*, Paris, no 27, printemps 1979, pp. 5-13.

Autorisation formelle accordée par M. Fossaert, le 24 juillet 2003, de diffuser toutes les œuvres sur le site des Classiques des sciences sociales.



Courriel : [robert.fossaert@wanadoo.fr](mailto:robert.fossaert@wanadoo.fr)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format  
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 3 juillet 2005 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



# Table des matières

[Les bons critères](#)

[Classes et partis](#)

[Solidarités et indéterminations internationales](#)

[Une nouvelle frontière](#)

Robert Fossaert (1979)

## “Les frontières du socialisme”



Un article publié dans la revue **Dialectiques**,  
Paris, no 27, printemps 1979, pp. 5-13.

[Retour à la table des matières](#)

Robert Fossaert

"Les frontières du socialisme".

Un article publié dans la revue *Dialectiques*,  
no 27, printemps 1979, Paris, pp. 5-13.

## Les bons critères

[Retour à la table des matières](#)

La véritable nature des partis socialistes est sans mystère, pour qui dispose des *bons critères*. Si l'U.R.S.S. incarne le « socialisme réel », leurs modestes réalisations n'ont « réellement » rien de socialiste. Si le projet léniniste fixe à jamais les voies et moyens de toute révolution socialiste, leurs programmes ressortissent nécessairement au réformisme. Si le « centralisme démocratique », mis au point dans la III<sup>e</sup> Internationale, doit régir tous les partis qui préparent ou construisent le socialisme, leurs organisations diverses et parfois désordonnées, les disqualifient à ces fins. Si chaque P.C. est, par essence, « le parti de la classe ouvrière », la substance « réelle » de chaque P. S. est forcément petite-bourgeoise, même chez ceux qui réussissent à « tromper » marginalement ou massivement la classe ouvrière. Leur nature petite-bourgeoise et leurs orientations réformistes condamnent les P. S. à la versatilité. « Objectivement », ils sont l'enjeu d'une lutte incessante entre « la classe ouvrière guidée par son parti », qui s'efforce de les « rallier » à l'unité des forces populaires, et « la bourgeoisie », qui a appris à se servir d'eux et sait les faire « virer à droite ». Lutte dont il ne faut jamais oublier la dimension internationale, car les P. S. « cèdent » souvent aux

charmes insidieux de l'impérialisme qui vise à en faire « ses agents » auprès des classes ouvrières d'Europe et d'autres continents, alors qu'à l'inverse, le mouvement ouvrier international s'efforce de les « rallier » aux fronts antifascistes, anti-colonialistes ou anti-impérialistes que la conjoncture internationale requiert. Au reste, le dossier peut encore être enrichi, en chaque pays et en toute période, d'innombrables arguments circonstanciels, tant est longue et riche l'histoire des « trahisons », des « reniements » et des « gestions loyales » dont ces partis se sont rendus coupables - même si l'évocation de ces turpitudes peut se faire plus discrète, quand tel P.S. « vire à gauche », sous la pression de la classe ouvrière et de son parti, etc.

Toutefois, l'affaire devient plus compliquée, quand les *bons critères* se révèlent défaillants. On peut, certes, ignorer ou minimiser les écarts qui s'établissent entre eux et les réalités sociales qu'ils sont censés représenter : cela relève de *l'idéalisme historique*, avatar ultime d'un marxisme transformé, à tous égards, en son parfait contraire... Si, par contre, on demeure attentif aux acquis, aux méthodes et aux principes mêmes du *matérialisme historique*, force est d'entrer dans une dialectique où les bons critères et les jugements qu'ils fondent, doivent être inlassablement réélaborés : autant que l'exige le développement social effectif...

Développement où, à l'échelle mondiale, les relations impérialistes demeurent bien évidentes, mais pas au point de rendre invisibles les relations impérieuses ou impériales que l'U.R.S.S. a établies avec les États de son « camp socialiste ». Développement où, à l'échelle de chaque « socialisme en un seul pays », la nature exacte des répressions politiques et des contraintes idéologiques exercées « pour la sauvegarde du socialisme », n'est plus un secret pour personne. Développement où il apparaît, enfin, que la révolution d'Octobre a accouché non point DU socialisme, mais d'UN socialisme, ayant hélas ! valeur de contre-modèle. Mais de contre-modèle contagieux. Car enfin, n'est-il pas évident que la socialisation des moyens de production confondue, de fait, avec leur étatisation et jointe à la mise sous tutelle étatique d'à peu près toutes les activités politiques et idéologiques et à la conversion du P.C. en parti unique intimement mêlé à l'appareil d'État, ont finalement produit un socialisme-étatique où l'association des travailleurs, la disparition des classes et le dépérissement de l'État - objectifs ultimes du socialisme, si l'on en croit Marx - demeurent hors d'atteinte. Mais un socialisme-étatique parfaitement apte à se reproduire comme tel, à l'abri d'une capacité stratégique qui sanctuarise l'U.R.S.S., d'une organisation politique qui émette ses classes travailleuses et d'un agencement économique qui garantit l'auto-entretien prioritaire de l'appareil politique, militaire, administratif et idéologique où sa classe dominante est retranchée. Socialisme-étatique dont les caractères principaux se reproduisent de même, dans tous les pays qui, sous la tutelle de l'U.R.S.S., à son exemple ou même en réaction contre son hégémonie, ont entrepris d'abolir le capitalisme - et les structures pré-capitalistes survivantes - par le moyen d'une étatisation généralisée des moyens de production et d'échange.

Si bien que, pour juger de la véritable nature des partis socialistes ou social-démocrates, en se privant du confort illusoire des bons critères de *l'idéalisme historique*, il faut entrer au plus épais d'une dialectique où l'histoire entière du mouvement ouvrier, depuis 1917 au moins, se trouvent impliquées comme doctrines et comme résultats acquis, cependant qu'en chaque pays, les rapports historiquement constitués entre le système des classes et le système des partis sont le ressort ultime de cette dialectique que les luttes de classes en cours ne cessent d'actualiser. Ce domaine aux frontières immenses ne peut être exploré en quelques pages. Aussi me permettra-t-on de limiter ma visite à quelques rares provinces : celles dont on peut rapporter des conclusions théoriques pertinentes pour la France d'aujourd'hui.

## Classes et partis

[Retour à la table des matières](#)

Avant tout, il faut s'entendre sur les rapports entre classes et partis, étant admis que, par simplification, je vais rabattre sur l'exemple majeur des partis, l'ensemble des transformations imputables à la foule, bientôt nombreuse, des associations syndicales et autres, qui préparent la formation des partis ou accompagnent leur essor ; étant admis, également, qu'en aucune société, fût-ce la plus parfaitement capitaliste, le système des classes ne se réduit jamais à la confortable opposition binaire de la bourgeoisie et du prolétariat, ni à la simple adjonction à ce couple fondamental de « séquelles » et d' « embryons » d'autres closes pratiquement *négligeables*, ou significativement agrégeables en paquets de « classes moyennes » ou de « classes paysannes » qui auraient un sens politique *univoque*.

Les partis transforment les classes, non point en déplaçant ou en déformant leurs déterminations premières, qui demeurent ancrées dans l'infrastructure sociale, mais bien en canalisant leur organisation politique et en explicitant leur identité sociale. Autrement dit, le système des partis donne forme politique au système des classes et apporte une contribution décisive aux identifications différentielles - aux « prises de conscience » - par lesquelles les classes se reconnaissent elles-mêmes, repèrent leurs intérêts spécifiques et discernent leurs antagonistes et leurs alliés, actuels ou potentiels. Toutes opérations - d'organisation et d'identification - qu'il faut concevoir comme d'incessants mouvements dont les résultats, même les mieux sédimentés, demeurent exposés aux flux et aux reflux des luttes sociales concrètes. Y compris des luttes entre partis rivaux.

Ces rivalités partisans sont vieilles comme les partis et dureront autant qu'eux. Elles ne peuvent être tenues pour un phénomène autonome, propre au « jeu politique », même si les

normes institutionnelles de ce « jeu » les particularisent (formes de régime, lois électorales, etc.). Mais elles ne sont pas non plus un « reflet » simple et direct des luttes de classes qui, pour l'essentiel, se joueraient ailleurs. En fait, ces rivalités s'inscrivent pleinement *dans* les luttes de classes. Elles en sont la principale forme politique, du moins dans les sociétés où les partis ne sont ni prohibés, ni réduits à l'unité par le fait du prince. Encore faut-il se garder de réduire cette forme politique au modèle unique des rivalités entre partis à dominantes de classe bien contrastées, hypothèse rarement observable à l'état pur, mais dont la France des années 1880-1920 offre un assez bon exemple approximatif. Les partis à dominante de classe qui combattent un vaste parti inter-classiste (religieux, populiste, fasciste, etc.) relèvent déjà d'un type différent. Mais le type de rivalité qui doit retenir toute notre attention est celui des partis qui s'opposent pour la conquête et l'exercice d'une même dominante de classe.

En effet, aucune affinité élective ne préside jamais au mariage d'une classe et d'un parti. Les partis « ouvriers » acquièrent cette qualité *dans l'exacte mesure où ils réussissent à s'organiser dans la classe ouvrière et à organiser celle-ci*. Ladite organisation peut s'opérer à divers niveaux. Elle peut rassembler des travailleurs individuels, sur les lieux de travail ou d'habitat. Elle peut influencer, pénétrer ou fédérer d'autres associations de travailleurs, syndicales notamment, mais aussi mutualistes, coopératives, etc. Elle peut s'adosser à des institutions municipales et sociales (assurances, retraites, etc.) qui, par la composition de la population qu'elles « desservent » peuvent être à dominante ouvrière. Elle peut, enfin, se manifester de façon plus diffuse, par une propagande, électorale eu non, spécialement tournée vers la classe ouvrière. L'enracinement des partis dans la classe ouvrière est évidemment inégal, selon les niveaux qu'ils réussissent à occuper *de fait*, et selon leurs performances relatives à ces divers niveaux. L'expérience atteste, depuis plus d'un siècle, que les niveaux énoncés en second et troisième lieux (pour faire vite : le syndical et le municipal) sont les plus décisifs, *dans la durée sinon dans l'événement*. Les petites armées de « révolutionnaires professionnels », inspirées des modèles léninistes et de ses variantes ultérieures (comme le guévarisme), ont pu vérifier, en maintes situations, la validité de cette observation : faute d'événement révolutionnaire, il leur faut construire un parti de masse, dûment retranché en ses bastions, ou se résigner à dépérir ou à vivoter comme secte.

Cependant, les noyaux de « révolutionnaires professionnels » sont loin d'être les seuls germes des partis « ouvriers ». Des groupes issus de syndicats naissants ou développés, des sectes d'inspiration diverse, des équipes politiques apparues avant l'essor du capitalisme, des organes de presse, ou même de simples comités électoraux suscités par l'établissement ou l'extension du droit de vote, se retrouvent, en configurations diverses, à l'origine de tous les partis à dominante ouvrière, sauf dans les cas, plus tardifs, où ceux-ci naissent de la scission de partis préexistants. Originaires ou scissionnistes, ces groupes ne réunissent à former des partis « ouvriers » de masse, qu'en produisant un ensemble de projets et de pratiques *recevables* par la classe, ouvrière. L'affirmation peut sembler tautologique. Cette apparence se dissipe, si l'on veut bien réfléchir à ceci : pourquoi et comment la classe ouvrière d'un pays



donné peut-elle *durablement accepter* (expérimenter, enrichir, etc.) un ensemble, d'ailleurs mobile, de projets et de pratiques proposés par un parti donné ?

À l'origine d'un parti ou dans la primeur d'une situation, nationale ou internationale, radicalement nouvelle, tout est possible ou presque. Les amalgames les plus hétéroclites peuvent s'opérer entre des éléments de la classe ouvrière et de maintes autres classes, à partir de syncrétismes moraux, religieux, juridiques, nationalistes, etc. On se bat pour la Charte (au sens anglais), pour la République, pour le suffrage universel, pour la Patrie, etc. Mais dans la longue durée, une décantation s'opère nécessairement dans tous les pays capitalistes développés. La *majorité* de la classe ouvrière se reconnaît dans *celui ou ceux* des partis dont les propositions et surtout les actions concordent suffisamment avec son expérience pratique, avec ses intérêts immédiats et avec ceux de ses intérêts moins immédiats dont *ce ou ces* partis l'aident à prendre conscience. La seule exception manifeste à cette règle quasi-générale est celle des États-Unis dont les particularités historiques sont bien connues (classe ouvrière longtemps en transit, position impérialiste précoce et durable entraînant de puissants effets d'aristocratie ouvrière, émiettement institutionnel du « jeu politique », etc.), toutes particularités ayant conduit au blocage de l'organisation ouvrière au seul niveau syndical. Partout ailleurs, ce niveau a été débordé et un ou plusieurs partis à dominante ouvrière se sont formés, sans jamais rassembler ou entraîner la *totalité* de cette classe, sans *jamais* limiter leur organisation à cette seule classe. À plusieurs reprises, j'ai marqué de guillemets les partis « ouvriers » pour souligner ce point : l'application bijective classe ouvrière <---> partis « ouvriers » est une vue de l'esprit. En chaque société, le ou les partis « ouvriers » sont des partis à dominante ouvrière plus ou moins marquée, selon les divers niveaux d'organisation sommairement distingués ci-dessus.

Je n'ignore pas que les partis communistes et socialistes donnent souvent, de leur « nature ouvrière », une tout autre image. Ils se déclarent ouvriers, parce qu'ils sont les héritiers des doctrines, débats, traditions et hauts faits accumulés depuis la révolution industrielle, par le « mouvement ouvrier ». Ces affirmations n'ont qu'une valeur intentionnelle, elles ne sont pas garantes, par elles-mêmes, de l'enracinement présent, ni des actions présentes du parti qui les profère. Si bien qu'une autre garantie, plus intemporelle, est revendiquée notamment, mais non exclusivement, par des partis communistes : celle de « la théorie juste », voir celle du « socialisme scientifique ». Pour en juger, il faut garder la tête froide, car la propagande et l'enthousiasme partisans sont toujours producteurs de convictions qui peuvent aisément passer pour des preuves. En fait, l'intervention théorique des partis, en tant que tels, est celle des médiateurs, non celle de producteurs. Les contributions théoriques un tant soit peu significatives que l'on peut imputer à l'ensemble des présidiums, secrétariats, bureaux politiques, comités centraux, congrès nationaux et internationaux de l'ensemble des partis à prétentions théoriques, de quelque Internationale que ce soit, ne font guère le poids à côté des apports réfléchis de Marx à Londres, de Lénine en Suisse, de Gramsci en prison, etc. ou même à côté des apports individuels ou collectifs imputables aux équipes spécialisées à l'ombre, au voisinage ou aux marges des mêmes partis. En effet, l'action des partis est l'un

des principaux champs d'expérience où se vérifient la pertinence et les défaillances, lacunes et omissions de la théorie sociale. Vérification à ne pas confondre avec l'endoctrinement plus ou moins théorique dont les partis imprègnent leurs adhérents, ni avec la magistrature idéologique que bien des partis pratiquent dans leur sphère d'influence.

## Solidarités et indéterminations internationales

[Retour à la table des matières](#)

Les rivalités des partis à dominante ouvrière et, plus généralement, l'ensemble des rapports entre le système des partis et le système des classes, ne demeurent pas confinés dans chaque société, mais s'enrichissent de déterminations nouvelles en fonction de l'insertion effective de chaque société dans le système mondial. Au XIXe siècle, l'organisation politique des classes ouvrières qui suit, presque à la trace, l'expansion européenne du capitalisme, engendre deux illusions liées par un européo-centrisme naïf. L'une est l'ignorance pratique des sociétés dont l'Europe achève le partage en empires coloniaux. L'autre est la quasi-ignorance des nations dont, pourtant, la maturation s'accélère : puisque le même capitalisme étend les mêmes rapports de classes à toute l'Europe, la solidarité quasi-automatique des classes ouvrières organisées sera suffisante, pense-t-on, pour combattre et battre le capital dans toute l'Europe, et, cette victoire acquise, pour poursuivre à frais nouveaux la « mission civilisatrice » de l'Europe dans le monde... La traînée de poudre de 1848 semble garantir la contagion européenne de la prochaine révolution socialiste. L'isolement de la Commune ne suffit pas à dissiper cette illusion. Il faudra qu'après 1914, les prolétaires qui « n'ont pas de patrie », s'entretuent par millions, au service de leurs États respectifs, pour que les rapports entre classes et nations *commencent* à faire problème dans la théorie...

Problème que Marx n'avait pas vu et que Lénine esquivé. La « trahison » des directions socialistes et des aristocraties ouvrières lui suffit pour rendre intelligible l'échec absolu de la IIe Internationale, en 1914. Les rapports entre les identifications collectives et communes que sont les nations, et les identifications différentielles et opposées que fondent les classes, demeurent ainsi le point aveugle des théories politiques inspirées de Marx, malgré les conséquences dramatiques que ces rapports ne cessent de produire, tout au long du XXe siècle, de l'isolement de la révolution russe à la montée du national-socialisme et de la dérive nationaliste des révoltes anti-impérialistes à l'éclatement des irrédentismes nationalistes au sein du « camp socialiste ».

La nouvelle Internationale initiée par Lénine n'échappe pas à ces retours du national. Au départ, elle s'organise en un véritable parti international, fortement adossé à son bastion soviétique et projetant ses sections « locales » vers tous les pays où le développement capitaliste et la dépendance coloniale lui offrent un terrain favorable. Mais à l'expérience, il apparaît que les seuls P.C. aptes à s'enraciner durablement - hors l'emprise territoriale du socialisme étatique - sont ceux qui réussissent à déborder de leur action de classe et à s'imposer *aussi* comme agents efficaces d'intérêts nationaux, à la faveur d'une résistance contre une occupation étrangère ou d'une révolte anti-impérialiste et nationaliste. Cette règle paradoxale n'a qu'une exception apparente, celle des Fronts populaires antifascistes ; mais la principale poussée antifasciste s'inscrit elle-même dans une montée vers la deuxième guerre mondiale qui, déjà, la charge d'intérêts nationaux.

Un autre paradoxe est bien connu : à mesure que le « socialisme en un seul pays » devient inéluctable et que ce socialisme prend le tour étatique que l'on sait, la IIIe Internationale glisse insensiblement de la défense du bastion soviétique à la solidarité inconditionnelle avec l'État soviétique. Ce mouvement qui se mêle, dans les années 1930, avec la tâtonnante recherche d'une réplique antifasciste et, dans les années 1940, avec la conduite de la guerre, ne produit que rarement des effets aussi contradictoires que le pacte germano-soviétique de 1939. Mais, après la formation du « camp socialiste » et nonobstant la dissolution formelle de la IIIe Internationale, la contradiction atteint son acuité maximale, à l'heure de la guerre froide. Une surdétermination internationale implacable pèse alors sur les partis communistes et socialistes. En Europe, les P.C. s'affirment soviétophiles, anti-allemands (les « revanchards ») et opposés aux tentatives d'intégration européenne qui s'esquissent bientôt, cependant qu'à l'opposé, les P. S. deviennent, dans leur masse, américanophiles, atlantistes et « européens », par soumission à l'idéologie dominante, sans doute, mais aussi par crainte d'une contagion du « modèle » que l'U.R.S.S. exporte dans le « camp socialiste » au grand dam des P. S. locaux.

La décolonisation qui se mêle à la guerre froide, conduit le P. S. français au déshonneur que l'on sait, infamie d'ailleurs sanctionnée par une quasi-disparition de ce parti, au début des années 1960. Mais une étude attentive des contre-performances enregistrées par le P.C. français à la même époque, devrait se garder de les imputer tout entières aux palinodies de la déstalinisation refusée. Des positions timorées et incertaines devant la guerre d'Algérie y ont durablement contribué et, derechef, l'appréciation du « fait national algérien », des intérêts nationaux français à respecter chez les pieds-noirs et en métropole, et de la bonne stratégie internationale à suivre, ont contribué à cet attentisme médiocre.

La décolonisation achevée, la déstalinisation à demi-débloquée, la détente installée aux lieu et place de la guerre froide, n'ont évidemment pas suffi à dissiper toutes les ambiguïtés des solidarités internationales, ni toutes les contraintes des surdéterminations internationales. Ce ne pouvait être le cas, car deux processus objectifs donnent au système mondial en

vigueur une prodigieuse efficacité *intra-nationale* : l'un tient à la tension stratégique entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. où toutes les sociétés européennes sont nécessairement impliquées, l'autre résulte à l'évidence de l'approfondissement du marché mondial, particulièrement sensible du fait de l'intégration économique européenne. La nouveauté est que ces contraintes *intra-nationales* sont en train de se retourner. La tension stratégique mondiale, en se déplaçant vers d'autres continents plus brûlants, rend à l'Europe une certaine marge de jeu entre les « super-grands ». Le marché mondial, naguère porteur d'expansion, véhicule aujourd'hui une crise qui met en péril la majeure partie de l'industrie européenne. Mais comment saisir les possibilités nouvelles aussi ouvertes ? à l'échelle nationale ? ou sinon ?

## Une nouvelle frontière ?

[Retour à la table des matières](#)

Nous sortons d'une période historique, inaugurée par la défaite allemande, le partage de Yalta et la guerre froide, où la tension stratégique internationale avait figé dans leur antagonisme tous les P.C. et tous les P.S. d'Europe et où l'expansion capitaliste mondiale les avait réduits à une quasi-impuissance. Au mieux, les P.S. ont favorisé une certaine diffusion des bénéfices de cette expansion, en évitant la dispersion inégalitaire des salaires (Allemagne, Scandinavie), en suscitant de substantielles reprises fiscales (Angleterre, Scandinavie), et en élargissant partout l'éventail des transferts sociaux. Au mieux, ils ont conforté l'organisation et les capacités de défense de la classe ouvrière, pour l'exercice de droits syndicaux fermement soutenus. Au mieux, les P.C. *ont fait de même*. Les querelles doctrinales entre révolutionnaires et réformistes n'ont eu *aucune signification pratique*, en Europe, depuis 1945. Les seuls débats réels - c'est-à-dire chargés de significations possibles dans le monde réel - ont été doublement marginaux. Ils ont intéressé l'action à exercer ou à soutenir, *aux marges* de l'Europe, vis-à-vis de la décolonisation ou des luttes anti-impérialistes. Ils se sont inscrits *aux marges* des deux grandes catégories de partis « ouvriers », lorsqu'ils intéressaient le devenir même des nations européennes : neutralisme ou solidarité avec l'un des deux blocs ? intégration européenne dans le marché mondial ou autonomie européenne ? attente de nouvelles opportunités ou recherche d'un réformisme révolutionnaire.

Cette dernière recherche a confusément inspiré la dynamique ambiguë de l'Union de la Gauche, en France. Dynamique portée par un P.C. que mai 1968 avait tiré de sa léthargie et par un P.S. que sa reconstruction radicalisait. Dynamique qui tablait sur une accélération et

une réorientation de la forte croissance des années 1960 (c'est le sens même du programme commun) et qui visait à conforter cette réorientation par une nouvelle et forte dose de « réformes de structure » réveillant et prolongeant celles de 1936 et de 1945. Dynamique qui se nourrissait des espérances populaires et de la rivalité des partis associés, mais qui demeurait d'essence électoraliste : pas de vagues syndicales, pas de trublions écologistes, féministes, régionalistes, etc., pas d'union anarchique à la base. Dynamique qui contournait par torsions et contorsions tous les obstacles réels enracinés dans le système mondial : la force de frappe (non ! enfin, si !), le pacte atlantique, l'intégration européenne, l'impérialisme, l'impérieuse U.R.S.S., etc. Dynamique à laquelle la direction du P.C. a mis un terme lorsque l'ampleur de la crise économique, l'essor relatif du P.S. et les risques de contagion européenne d'un succès de la gauche, en France, motivèrent ses divers éléments...

Ainsi, nous sortons d'une époque historique, par un échec délibéré. Pour aller où ?

Une nouvelle frontière s'esquisse en Europe. Elle ne sépare pas les P.C. des P.S. comme au temps de la guerre froide, mais elle traverse la plupart d'entre eux. Schématiquement, elle sépare l'attentisme de l'adaptation. Du côté de l'attentisme se rangent les partis social-démocrates qui gèrent, au mieux, la crise mondiale, les affaires européennes et les questions nationales, en attendant le jour hypothétique où de nouvelles occasions de reprendre la transformation graduelle du capitalisme s'offriront peut-être, à moins que quelque drame international n'impose un regain d'union nationale ou de solidarité atlantique. Du côté de l'attentisme se rangent également les partis communistes fermement attachés à la *défense* des travailleurs (emplois, salaires, etc.) et à la défense des « intérêts nationaux légitimes » contre « l'Europe des monopoles », contre l'Europe « allemande », etc., en attendant le jour hypothétique où la révolution socialiste deviendra enfin possible et où, par surcroît, le « bilan globalement positif » de l'U.R.S.S. sera devenu plus « positif » encore, par un miraculeux jaillissement démocratique et par l'établissement de relations internationales « de type nouveau » entre les sociétés qui pratiquent le socialisme-étatique... À cet attentisme des anciens combattants de la guerre froide, de la « révolution » et du réformisme, on ne peut opposer un autre camp aussi clairement dessinable, car des forces d'origines diverses opèrent une mue difficile et cherchent, non sans tâtonnements, des voies nouvelles. Mieux vaut désigner ces forces - qui sont communistes ou socialistes, mais aussi syndicales et associatives - par ce qui leur donne un sens : leurs orientations répondant aux données actuelles du monde réel.

Ce sont des forces qui ne prennent l'U.R.S.S. ni pour un modèle, ni pour un point d'appui (si ce n'est, occasionnellement, et de façon purement tactique). Elles savent que le « socialisme à visage humain » qu'elles visent, dérangera les puissances impérialistes et les puissances socialistes-étatiques et que, durant toute la longue transition à parcourir, il faudra ruser avec les deux blocs, en attendant de pouvoir les tenir en respect... Ce sont également des forces dont les objectifs principaux débordent nécessairement du cadre national. Leur visée est européenne. Leur internationalisme tend à se concrétiser par un dépassement

*politique* des nations existantes, par la construction progressive d'un pouvoir politique européen, associant des États aux pouvoirs diminués. État européen et États nationaux à asseoir sur des alliances de classes, nationales et internationales, assurant autant que possible l'hégémonie des classes ouvrières. Leur internationalisme vise aussi à la libération *idéologique* (= culturelle) des nations, à la disjonction du couple État-nation, au bénéfice de toutes les minorités nationales. Ce débordement du cadre national résulte d'une évaluation correcte des contraintes nées du marché mondial et du bi-pôle stratégique mondial. La contre-offensive contre la crise économique, la construction d'une économie apte à une suffisante autonomie sont hors la portée de chacun des États européens actuels, sauf à accepter une régression économique sans précédent. Ces forces, enfin, tendent à la socialisation des moyens de production et d'échange, mais se refusent à confondre socialisation et étatisation, quelle que soit l'échelle de l'État. Le pluralisme et la démocratie politiques dont elles se font l'avocat ne sont pas, pour elles, l'objet de belles déclarations d'intention : elles entendent leur donner des bases réelles, dans une structure socio-politique multipliant les contrepoids à l'État. À l'horizon de leurs projets, l'État est appelé à dépérir, phagocyté par la société civile...

Les forces porteuses de ces orientations sont celles qui se cherchent au nom de l'euro-communisme, de la rénovation socialiste, de la revitalisation syndicale, du bourgeonnement associationniste. Celles dont la promesse fermentait dans la dynamique ambiguë du Programme commun, celles dont l'Italie, l'Espagne ou la Grèce portent des traces bien visibles, celles que les exemples venus d'autres pays et l'évolution même de la situation objective peuvent faire mûrir en Scandinavie, en Autriche, en Allemagne et - sait-on jamais ? - en Grande-Bretagne.

À nous de savoir assurer leur triomphe *dans* le P.C. et *dans* le P.S. français. Là doit être *notre frontière*.

Février 79.